



*Inventer ensemble
Un devenir commun*

Amitié Sud-Nord

Revue de l'Association pour la formation
au développement humain

Décembre 2009 n°50
Trimestriel

EDITORIAL

ASFODEVH continue sur sa lancée de Niamey avec deux points forts qui présentent un aspect très prometteur pour les années qui viennent.

D'une part le projet "tomates" dans le cadre du Fond de Solidarité Prioritaire (FSP) du Ministère des Affaires étrangères et européennes. Celui-ci a démarré sur le terrain avec un premier stage fin novembre à Ouagadougou. Dans ce même cadre, nous poursuivons une recherche sur le « genre » pour une équité des relations entre hommes et femmes (Art. 4 de la Charte). Ce projet est un enjeu fondamental pour ASFODEVH car cela nous engage pour trois ans vis à vis du MAEE.

D'autre part le projet d'un « centre de formation » institutionnalisé en Afrique, pour permettre de capitaliser nos ressources pédagogiques, de renforcer le réseau des formateurs, de développer la visibilité d'ASFODEVH et de faire reconnaître ses compétences dans le domaine du développement humain. Ce projet intéresse également l'Organisation Internationale de la Francophonie, avec laquelle la Commission Formation travaille en partenariat.

Ces deux actions prioritaires sont maintenant bien sous la responsabilité du PAF en liaison avec toutes les cellules, et ceci est un signe très positif.

A noter encore la poursuite de la réflexion sur la citoyenneté. Cette fois, la cellule du Congo RDC nous interroge sur « la décentralisation ». Elle attend vos réactions.

L'année 2009 s'est terminée pour chacun d'entre nous avec les fêtes de fin d'année qui ont rassemblé familles ou amis dans une atmosphère chaleureuse.

Je vous souhaite au nom d'ASFODEVH une très bonne année 2010

Pierre-Marie ANDRE – Président

SOMMAIRE

Page 1

- Editorial
- La tomate en route
- ASFODEVH fait du genre

Page 2 et 3

- La Commission Formation
- La décentralisation

Page 4

- Vie de l'association

LA TOMATE AFRICAINE DEMANDE LA ROUTE

Tout a commencé au Mali. Au moment de la récolte des tomates il y avait surproduction et beaucoup de fruits perdus. Et puis après plus rien. Sous l'impulsion d'ASFODEVH, des groupes de femmes se sont mises à transformer des tomates en sauce selon un procédé ancien de pasteurisation hérité des Italiens du Sud. Et cela marché. Cette sauce peut se conserver durant des mois et permettre de profiter des vitamines de la tomate tout au long de l'année.

En novembre dernier, un stage a été organisé à Ouagadougou, avec des participants envoyés par les cellules du Bénin, du Burkina Faso, du Niger, du Togo et du Congo, pour leur transmettre connaissances et savoir-faire. 500 Kg de tomates ont été transformés en autant de bouteilles de sauce. Tous, hommes et femmes, sont repartis convaincus et pleins d'enthousiasme pour continuer l'aventure de cette transformation chez eux au moment de la prochaine récolte.

Trois questions importantes demeurent à résoudre.

Celle de l'**équipement** : il s'agit de machines italiennes, presses et capsuleuses, Et il en faut autant que de groupes au travail. Un investissement minimum de 300 € est nécessaire par groupe pour pouvoir travailler. Si le stage a pu avoir lieu grâce à une subvention du Ministère français des Affaires étrangères et européennes, il reste à trouver des « investisseurs » pour aider les cellules à s'équiper.

Celle des **bouteilles**. Il n'a pas été facile de trouver des bouteilles vides permettant de stocker la sauce produite. (on s'est servi provisoirement de bouteilles fabriquées par des marques) Des pistes ont été ouvertes, mais chaque cellule aura à résoudre cette question avant de pouvoir se lancer dans la production.

Celle de la **transmission des savoirs** à toutes les cellules. Il reste quatre cellules africaines qui n'ont pas encore participé au projet : la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Congo RD et le Tchad. Il faut créer des occasions de rencontres pour que les savoirs circulent !

Tous nos lecteurs, du Nord comme du Sud, sont sollicités pour aider à « ouvrir » la route à la tomate africaine.

Odile Bonte



Un groupe de femmes avec Maria Menella, à l'origine de ce projet et formatrice spécialisée

→ pour tout renseignement, joindre Yveline Jehel, chargée de mission pour ce projet ←
9 rue de Paris, 06800 Cagnes sur Mer

POURQUOI ASFODEVH « FAIT DU GENRE » ...

C'est ce qu'a expliqué Soeur Emilie Somda, responsable du département socio-économique du PAF, au cours du stage « tomates » qu'elle vient de diriger à Ouagadougou.

« Dans les pays représentés ici : Bénin, Burkina Faso, Niger, Togo, Congo, les membres ASFODEVH travaillent avec des partenaires qui sont le plus souvent des groupements féminins, même si certains parfois sont mixtes. La plupart de ces organisations comprend plusieurs centaines de membres, voire plusieurs milliers (exemple au Niger ou au Togo où existent des unions de groupements). Beaucoup d'entre elles ont surgi suite à la dévaluation et au brusque appauvrissement de la population dans les années 80.

Aujourd'hui, la plupart de ces groupements a une expérience solide et une grande richesse en matière d'organisation.. Certaines femmes ont reçu des formations au leadership, au management, à la prise de parole publique, à la comptabilité, au développement personnel. Certaines ont pu créer des filières de transformation pour générer une plus grande valeur ajoutée ou créer des caisses d'épargne-crédit ou des mutuelles en améliorant les tontines traditionnelles.

Suite page 2

La « Commission Formation nord-sud » a tenu sa première réunion à Ouagadougou du 30 novembre au 4 décembre 2009. Présidée par Omar Kondo, responsable du département Formation du PAF et par Odile Bonte, secrétaire générale de l'association, elle a rassemblé trois formatrices du nord : Françoise Gouin, Elisabeth Dugué, Yveline Jéhel, et trois formateurs du sud : Omar Kondo (Niger), Justin Lekoto (Bénin) et Sœur Emilie Somda (Burkina Faso). Elle a essentiellement travaillé sur un projet de structuration de la formation ASFODEVH.

La réflexion s'est ordonnée autour de plusieurs questions :

⊕ comment valoriser le capital pédagogique rassemblé par ASFODEVH depuis des années, à partir de l'élaboration du Guide de l'accompagnement et des différents stages de formation réalisés au niveau régional ou par les Cellules sur différents thèmes comme la vie associative, la citoyenneté, le développement socio économique, l'entrepreneuriat féminin etc ?

⊕ comment renforcer les capacités des formateurs ASFODEVH dispersés dans les Cellules en leur fournissant une structure de travail leur permettant de mutualiser leurs expériences, de les évaluer ensemble et de travailler réellement en réseau ?

⊕ comment donner aux praticiens du terrain de nouvelles capacités d'analyse et d'action de leurs pratiques ainsi que de nouveaux savoir-faire ?

⊕ comment valoriser l'expérience et le projet de vie du praticien « agent de terrain », de manière à ce qu'il soit le principal acteur de sa formation, de son projet.. ?

⊕ comment mieux manifester l'identité d'ASFODEVH comme association « de formation » dans le domaine du développement humain, à la fois en précisant son offre de formation et sa philosophie, et en recherchant les possibilités d'aboutir à des formations qualifiantes sur un plan professionnel ?

Bien des pistes ont été ouvertes et nous y reviendrons. Déjà quelques repères précis :

⊕ nous avons retenu trois domaines dans lesquels nous estimons qu'ASFODEVH a des compétences qui peuvent donner lieu à des formations de type professionnel : « accompagnateurs de projets socio-économiques », « animateurs/gestionnaires de groupements, associations, coopératives », « accompagnateurs en micro-crédits ». On peut imaginer d'étendre par la suite la formation à d'autres secteurs déjà plus ou moins explorés (éducation, santé ..). Mais dans un premier temps, nous souhaitons nous recentrer sur les pratiques de micro-économie telles que nous souhaitons les promouvoir et dans le souci d'une intégration effective entre théorie et pratique.

⊕ il s'agit donc maintenant d'élaborer un ensemble de modules concrets de formation inspirés de nos expériences et mettant en valeur les savoir-faire nécessaires dans chacun des domaines ci-dessus ainsi qu'autour des valeurs et de la charte d'ASFODEVH. La Commission souhaite faire aboutir ce travail dans les mois qui viennent, en y associant les formateurs de terrain, membres des Cellules. Un rendez-vous sera donné à ceux-ci au cours de l'été 2010 pour une validation de ces contenus.

⊕ parallèlement, la Commission va étudier la possibilité « d'installer » un lieu central de formation ASFODEVH dans un pays africain, avec un secrétariat, un centre de ressources et une équipe pédagogique pour animer de manière continue le réseau des formateurs. Ce projet pourrait être soutenu par l'Organisation Internationale de la Francophonie.



Voilà donc les perspectives ouvertes avec enthousiasme par la Commission Formation pour cette nouvelle année. Nous espérons bien les faire fructifier à fond tous ensemble.

Odile Bonte et Omar Kondo

POURQUOI ASFODEVH « FAIT DU GENRE » ... suite

Des difficultés réelles demeurent pourtant pour l'autonomisation des femmes : alphabétisme, place secondaire dans la direction des organisations mixtes, dans l'appropriation des technologies, dans la course à la professionnalisation, à la commercialisation, l'accès au crédit. Parmi les indicateurs de développement, l'élément humain n'est souvent pas pris en compte et on se pose rarement la question de certaines inégalités qui lient les femmes aux hommes par des relations de contrôle et de domination et qui constituent des freins invisibles à l'autonomie et la citoyenneté des femmes.



Elles peuvent ainsi être limitées dans leur accès à la terre, ou dans l'exercice même de leur activité, mal vue ou mal considérée par la communauté. Quand elles innovent, elles peuvent être critiquées et même combattues par les tenants de la tradition. Il arrive que des tabous soient réactivés pour les empêcher de progresser, de peur qu'elles n'abandonnent leurs tâches ménagères ou cessent de servir leurs époux.

Le développement des activités féminines ne se traduit pas forcément par un accroissement du bien-être et de l'autonomisation des femmes. Il peut signifier une surcharge si les hommes n'évoluent pas dans leurs relations familiales et collectives, ou s'ils diminuent leurs efforts, gardant davantage de ressources pour eux. Il ne suffit pas d'augmenter les revenus de la famille pour augmenter son bien-être, car si les femmes apportent l'essentiel de leurs revenus à la famille, il n'en est pas nécessairement de même pour les hommes.

Il se peut que les femmes aient commencé leur activité en raison du chômage des hommes. Ces derniers se trouvent inactifs mais ne veulent pas le montrer publiquement et le fossé se creuse alors entre hommes et femmes. Parfois des activités exercées par les femmes dans le secteur informel trouvent un marché (national ou extérieur) et commencent à devenir rentables. Ce changement peut induire une nouvelle division du travail entre hommes et femmes et ces dernières peuvent perdre le contrôle de leur filière si elles n'y prennent garde.

Aussi est-il important d'observer finement ces transformations sociales et leur contexte local, national ou international, au fur et à mesure de l'introduction de nouvelles technologies ou de processus de professionnalisation, tel notre projet de transformation de la tomate. Nous constatons que la tomate, banalisée pendant sa période d'abondance, va devenir l'or rouge pour ceux qui auront maîtrisé la présente formation et se seront procuré l'équipement nécessaire pour la transformation de la tomate en sauce.

C'est pourquoi au moment de lancer nos micro-entreprises, nous devons nous poser un certain nombre de questions de fond par rapport à la relation hommes-femmes, à la fois pour l'entrepreneur et pour son entourage.

ASFODEVH souhaite affiner le regard et développer une veille sur les dérives possibles ou effets négatifs qui peuvent se présenter, notamment dans le développement de nos micro-entreprises, car les relations de domination se recomposent et se déplacent en permanence. C'est à cette observation permanente de l'évolution du vécu personnel et collectif des femmes et du vécu des hommes face à cette évolution que nous sommes tous appelés. »

Sœur Emilie Somda

CIToyENS EN ACTION
CIToyENS EN ACTION

POUR OU CONTRE LA DECENTRALISATION ?

par Guy Bula Bula Mvula, ASFODEVH RD Congo

De la décolonisation à la dictature, de la dictature à la « démocratie », l'Afrique se recherche encore. Dans cet élan, plusieurs stratégies - ou plutôt slogans - retentissent pour orienter le développement mais n'accouchent que de résultats mitigés. De plus en plus sur le continent, l'on parle Décentralisation faisant rimer avec Développement local et Démocratie. Mais a-t-on circonscrit ce nouveau thème d'actualité dans nos pays ? Avons-nous ouvert un débat public nécessaire sur ce concept, son contenu, ses exigences ? Et surtout avons-nous essayé de comprendre à quoi peut mener cette réforme ? Nous voudrions, dans ces quelques lignes, lancer la question et inviter les acteurs de nos sociétés à la réflexion.

Décentralisation : Réforme nécessaire et porteuse d'espoir ?

A priori la décentralisation est une réforme nécessaire et pleine d'espoir pour l'avenir de nos sociétés où persistent une forte fraction sociale entre les élites et les populations, les décideurs et les citoyens, entre les bureaux climatisés et les campagnes laborieuses. Elle semble susceptible de :

- ◆ Favoriser la "mobilisation" ou la "participation" des populations en vue d'un développement durable à la base.
- ◆ Permettre l'approfondissement et l'enracinement de la démocratie au niveau local.
- ◆ Aboutir à une restructuration et à une relégitimation de l'Etat, fort contesté actuellement par ses pratiques et par l'idéologie libérale ambiante.

Face à de tels objectifs, qui pourrait contester le bien-fondé de cette réforme ?

Où objet d'inquiétudes et de réticences ?

Des voix s'élèvent contre le processus de décentralisation tel qu'il est mené actuellement en Afrique et dans mon Pays la RD Congo. On observe par exemple :

- ◆ La décentralisation est initiée du sommet et souvent imposée aux populations. La première étape du processus est d'élaborer un cadre juridique et réglementaire, fixant les compétences des collectivités territoriales, les modalités de découpage, les instances de décision, de gestion et de contrôle. Les populations ne sont consultées que sur des points mineurs. La participation, officiellement avancée, est donc très réduite et les populations restent méfiantes face à une réforme provenant de l'extérieur.
- ◆ La décentralisation devrait permettre une restructuration vers un "Etat de droit", plus efficace, plus honnête et plus légitime. Mais on ne s'interroge guère sur les causes profondes du mauvais fonctionnement actuel de l'Etat ("corruption", confusion biens publics/biens privés, clientélisme, inefficacité...) et sur les facteurs qui épargneraient aux entités territoriales décentralisées de subir les mêmes dysfonctionnements.

Comment faire pour corriger et élaguer ces inquiétudes ?

Privilégier une logique fonctionnelle par rapport à la logique institutionnelle actuelle. S'appuyer sur des dynamiques concrètes qui permettent la gestion des problèmes au niveau local tels que la création et la gestion des écoles, des dispensaires, des points d'eaux, des pistes, des marchés... et rechercher les formes d'organisations les plus adéquates pour résoudre ces problèmes et non pas créer une organisation « a priori » pour les résoudre.

Seule cette logique permet d'associer réellement les populations à la conception des collectivités locales. C'est de là que peuvent partir les bourgeons d'une future loi sur la décentralisation dans un débat ouvert avec les populations concernées à la base.

Qu'en pensez-vous ?

Les accompagnateurs des communautés locales doivent pousser les accompagnés à participer pleinement à ce débat. Et ASFODEVH évoluant dans cette Afrique de la « décentralisation » actuelle, nous devons travailler à cet éveil citoyen pour ne pas évoluer en marge des actualités sociétales.

Le souci de la participation des communautés locales à la construction de l'architecture de la décentralisation est donc capital sinon cette énième réforme laissera l'Afrique et mon Pays la RD Congo sur le quai, s'il ne l'embarque pas à nouveau dans des flots tumultueux d'une rivière pleine de cascades dans une barque sans rames.

G.B.B.M.

VIE de L'ASSOCIATION

Au TCHAD : Transformation de légumes et des fruits

Des séances de transformations de fruits et légumes rares en saison sèche mais abondants en saison de pluvieuse (tomates, goyaves, oranges, citrons, papayes, feuilles de niébé, gombo, etc.) ont été organisées par Aminé et Nelkem pour soutenir les enfants en période de soudure. Sur 25 femmes conviées à la formation, 20 ont répondu présentes. Sessions très appréciées. Les femmes de trois autres groupements féminins nous ont sollicités. Mais compte tenu des moyens limités seulement un deuxième groupement a bénéficié de la formation. Nous réfléchissons sur la possibilité de former des femmes formatrices de ces milieux pour perpétuer ces activités ainsi que la technique d'extraction de beurre de karité blanc.

En GUINEE : Formation différée

Une session de formation proposée par la Cellule devait avoir fin septembre et a dû être annulée à cause de la situation politique. Tout le monde espère que cette session pourra avoir lieu dès que possible.

Au CONGO : Participation à un congrès et un forum

Delphine Ndonga fait part de sa participation au 3^e Congrès de la Femme Noire qui s'est tenu à Kinshasha en RD Congo du 28 novembre au 3 décembre 2009 et au Forum sur le Leadership Féminin en Afrique et le Développement durable qui s'est déroulé du 7 au 9 décembre 2009 à Brazzaville, république du Congo.

Au BENIN : Contacts avec l'OIF

Honorina Akogbeto et Luc Daga sont en négociation avec les responsables locaux de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour étudier un projet sur l'organisation de la formation ASFODEVH. Après une année de transition, l'OIF au Bénin initie un nouveau programme spécifique dans lequel ce projet pourrait prendre place.

Au NIGER : Echanges de formation

La Cellule a assuré une formation en micro-crédit selon la méthodologie du Guide, pour des porteurs de projets de la Croix Rouge, personnes vivant avec le VIH, et quatre membres de la Cellule sont en train de bénéficier d'une formation de l'ONG internationale SONGES. L'antenne de Maradi s'active aussi dans des activités d'octroi de petits crédits aux femmes, accompagnés d'alphabétisation.

ECHOS



sur le Net

Au MALI :

Une action au service de la santé

Du 10 au 25 Octobre 2009, deux associations partenaires d'ASFODEVH se sont lancées dans une vaste action au service de la santé dans la région de Ségou. Le coordinateur de cette action, Jean Claude Crolet, est interviewé par Amitié Sud Nord.

ASN : Quelle est l'origine de cette action ?

JCC : Le point de départ est une initiative du gouvernement du Mali de lancer « un mois de la solidarité contre l'exclusion et la pauvreté ». A Ségou, ASFODEVH et ses partenaires maliens décident alors d'apporter leur contribution à cette action dans le domaine de la santé.

ASN : Ce qui veut dire exactement ?

JCC : Que nous avons réalisé des missions de soins gratuits et de distribution de médicaments dans de nombreux villages de la région. Au cours de ces quinze jours, près de trois mille malades ont ainsi été visités et soignés.

ASN : Mais combien étiez-vous donc pour un tel résultat ?

JCC : Deux associations ont travaillé ensemble : une association médicale locale, A.D.S., animée par trois jeunes médecins de Ségou qui ont pu mobiliser quinze médecins et infirmières maliens ; une association venue de France MEDILOR, treize médecins, infirmières et logisticiens lorrains, sans compter quelques infirmiers membres d'ASFODEVH en France ou au Togo.

ASN : Cela a dû nécessiter une sérieuse organisation ?

JCC : On peut le dire.

C'est ASFODEVH qui a assuré la mise en place logistique et administrative. Il est vrai que cela a demandé un très gros travail de préparation. Le résultat en valait la peine.



ASN : Et où avez-vous

trouvé les médicaments pour appuyer les soins ?

JCC : Ils ont été apportés de France par MEDILOR, avec toutes les autorisations nécessaires, environ 800 kilos ...

ASN : Etes-vous prêts à recommencer ?

JCC : C'est l'avenir qui le dira !

PEINES et JOIES

Nous nous sommes associés à la peine de Jeanne SOME, fondatrice d'ASFODEVH au Burkina et première Coordinatrice pour l'Afrique. Jeanne vient de perdre son mari, Antoine SOME qui était également un ami. Il avait fondé les Scouts de Haute Volta en 1960 et est resté engagé toute sa vie dans l'enseignement, la vie associative et la recherche médicale sur l'onchocercose. Leurs cinq enfants sont tous très actifs dans la société civile.

Albertine Tshibilondi, membre du Conseil d'administration, nous a aussi fait part de la mort de sa maman, Christine NGALULA, au Kasaï. Nous sommes de tout cœur avec elle.

Sœur Emilie SOMDA, membre du PAF et responsable du département socio-économique, a fêté fin décembre son jubilé de 25 ans de vie religieuse dans sa Congrégation des Sœurs de l'Annonciation de Bobo Dioulasso. Nous nous sommes réjouis avec elle. Brigitte de PANTHOU a pu partager ce temps de fête et de célébration. Elle y représentait ASFODEVH et le Conseil d'administration. Tous nos vœux l'accompagnent !